

---

## MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

**Pouvoir adjudicateur :**

**AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE**

**9 avenue de Buffon**

**CS 36339**

**45063 ORLEANS CEDEX 02**

---

Consultation n°25S043

Prestations d'étude : évaluations environnementales et rédaction des rapports environnementaux du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) et son programme de mesures (PDM), ainsi que du plan de gestion du risque inondation (PGRI) 2028-2033 pour le bassin Loire-Bretagne

---

# TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>2</b>
<b>1. GLOSSAIRE .....</b>	<b>4</b>
<b>2. LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>4</b>
<b>3. PRESENTATION DE L'AGENCE DE L'EAU.....</b>	<b>4</b>
<b>4. CONTEXTE .....</b>	<b>5</b>
4.1. SDAGE, PROGRAMME DE MESURES ET PROGRAMME DE SURVEILLANCE DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE .....	5
4.1.1. Mise en œuvre de la DCE sur le bassin Loire-Bretagne .....	5
4.1.2. Travaux préalables à l'élaboration du Sdage 2028-2033.....	6
4.2. PGRI .....	9
4.2.1. Mise en œuvre de la DI sur le bassin Loire-Bretagne .....	9
4.2.2. Travaux préalables à l'élaboration du PGRI 2028-2033.....	9
4.3. LES EVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES DU SDAGE ET DU PGRI .....	10
<b>5. OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>11</b>
<b>6. DESCRIPTION DES DEUX PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
6.1. DESCRIPTION DU CONTENU DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL .....	12
6.1.1. Présentation générale.....	12
6.1.2. Description de l'état initial.....	13
6.1.3. Solutions de substitutions .....	14
6.1.4. Exposé des motifs.....	15
6.1.5. Exposé des incidences notables sur l'environnement .....	15
6.1.6. Exposé des incidence Natura 2000.....	16
6.1.7. Présentation successive des mesures prises.....	16
6.1.8. Présentation des critères et indicateurs.....	17
6.1.9. Présentation des méthodes.....	17
6.2. DESCRIPTION DU DEROULE DES DEUX PRESTATIONS LA PRESTATION 1 (SDAGE).....	17
6.2.1. Description du déroulé de la prestation 1 (Sdage).....	17
6.2.2. Description du déroulé de la prestation 2 (PGRI).....	18
<b>7. LIVRABLES.....</b>	<b>19</b>
7.1. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX DEUX PRESTATIONS.....	19
7.1.1. L'accessibilité .....	19
7.1.2. La communication et les documents à remettre.....	19
7.2. PRESTATION 1 - LES LIVRABLES : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL DU SDAGE.....	19
7.3. PRESTATION 2- LES LIVRABLES : RAPPORT ENVIRONNEMENTAL DU PGRI.....	20
<b>8. CALENDRIER.....</b>	<b>20</b>
8.1. PRESTATION 1 - LE CALENDRIER POUR LE SDAGE.....	20
8.2. PRESTATION 2 - LE CALENDRIER POUR LE PGRI .....	21
<b>9. PILOTAGE.....</b>	<b>22</b>
9.1. GENERALITES SUR LE PILOTAGE DES DEUX PRESTATIONS .....	22
9.2. PRESTATION 1 – PILOTAGE POUR LE SDAGE .....	22
9.3. PRESTATION 2 - PILOTAGE POUR LE PGRI .....	22
<b>10. ANNEXE 6 : ACCESSIBILITÉS DES LIVRABLES .....</b>	<b>23</b>
10.1. LES TEXTES .....	23
10.2. LES COULEURS.....	23
10.3. LES LIENS.....	24
10.4. LES IMAGES .....	25

10.5.	LES VIDEOS .....	27
10.6.	LES TABLEAUX .....	28

## 1. Glossaire

**DCE** : Directive cadre sur l'eau.

**DI** : Directive cadre inondation.

**HMUC** : Hydrologie Milieu Usage Climat

**PGRI** : le plan de gestion des risques d'inondation vise à prévenir et gérer les risques d'inondation en définissant les priorités stratégiques à l'échelle de grands bassins hydrographiques.

**PTGE** : Projet de territoire pour la gestion de l'eau

**PDM** : Programme de mesures

**SDAGE** : le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est un outil de planification visant à assurer la gestion de la ressource et des écosystèmes aquatiques, à l'échelle des grands bassins hydrographiques.

## 2. Liste des annexes

Ce CCTP comprend 6 annexes techniques :

- annexe 1 : rapport environnemental du Sdage 2022-2027 ;
- annexe 2 : avis de l'autorité environnementale sur le Sdage 2022-2027 ;
- annexe 3 : bilan à mi parcours du PdM 2022-2027
- annexe 4 : rapport environnemental du PGRI 2022-2027 ;
- annexe 5 : avis de l'autorité environnementale sur le PGRI 2022-2027 ;
- annexe 6 : règles d'accessibilité.

Les annexes 1 à 5 sont jointes en dehors du CCTP, l'annexe 6 est à l'article 10 du présent CCTP.

## 3. Présentation de l'agence de l'eau

Établissement public de l'État à caractère administratif créé par la loi sur l'eau de 1964, l'agence de l'eau est chargée d'apporter aux élus et aux usagers, en collaboration avec les services de l'État, une vue d'ensemble des problèmes de l'eau et les moyens financiers qui leur permettent d'entreprendre une politique cohérente pour :

- lutter contre les pollutions ;
- gérer la ressource en eau ;
- préserver les milieux aquatiques.

Elle met en œuvre les objectifs prioritaires définis par le comité de bassin dans le cadre de programmes pluriannuels d'intervention. Tous les acteurs de la gestion de l'eau (collectivités, utilisateurs, administrations) sont représentés au sein du comité de bassin.

Les aides financières qu'elle apporte proviennent exclusivement des redevances perçues auprès des usagers de l'eau en fonction des pollutions rejetées et des prélèvements d'eau.

L'agence de l'eau Loire-Bretagne a son siège à Orléans - La Source et possède cinq délégations régionales (voir carte ci-après).

Elle intègre la qualité au cœur de ses métiers et est certifiée ISO 9001 : 2015 (Délivré par AB Certification – validité jusqu'au 14/07/2028).

Des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'à la pointe du Finistère et à la baie de l'Aiguillon, le bassin Loire-Bretagne couvre 155 000 km², soit 28 % du territoire national métropolitain. Il concerne plus de 334 communautés de communes et plus de 6 800 communes, 8 régions et 36 départements en totalité ou en partie.

#### Délégation Armorique

Parc technologique du zoopôle  
Espace d'entreprises Keraia - Bât. B  
18 rue de Sabot  
22440 PLOUFRAGAN  
Tél. : 02 96 33 62 45  
armorique@eau-loire-bretagne.fr

#### Agence de l'eau Loire-Bretagne (siège)

9 avenue Buffon • CS 36339  
45063 ORLÉANS CEDEX 2  
Tél. : 02 38 51 73 73  
contact@eau-loire-bretagne.fr  
agence.eau-loire-bretagne.fr



#### Délégation Centre-Loire

9 avenue Buffon • CS 36339  
45063 ORLÉANS CEDEX 2  
Tél. : 02 38 51 73 73  
centre-loire@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Maine-Loire-Océan

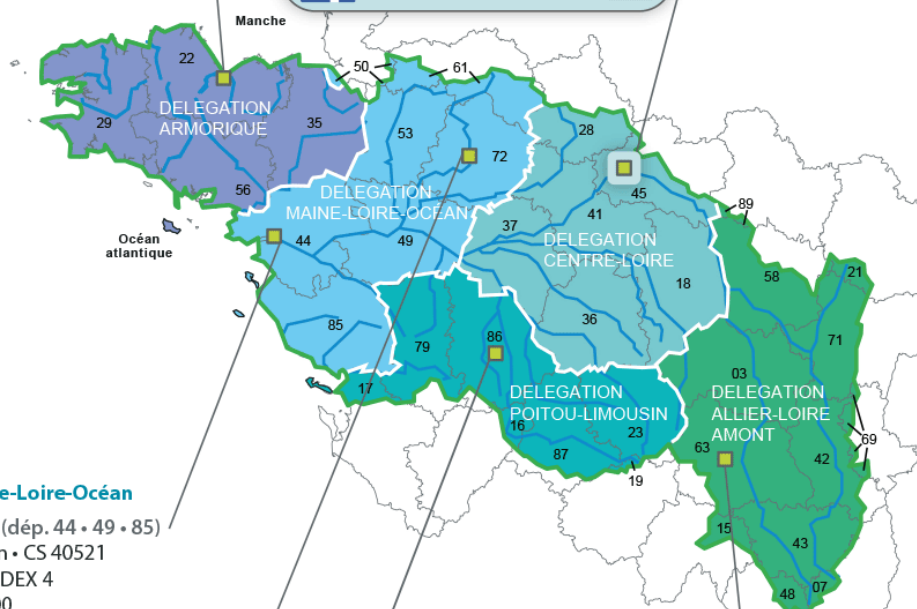
→ Site de Nantes (dépt. 44 • 49 • 85)  
1 rue Eugène Varlin • CS 40521  
44105 NANTES CEDEX 4  
Tél. : 02 40 73 06 00  
mlo-nantes@eau-loire-bretagne.fr  
→ Site du Mans (dépt. 49 • 50 • 53 • 61 • 72)  
17 rue Jean Grémillon • CS 12104  
72021 LE MANS CEDEX 2  
Tél. : 02 43 86 96 18  
mlo-lemans@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Poitou-Limousin

7 rue de la Goélette • CS 20040  
86282 SAINT-BENOIT CEDEX  
Tél. : 05 49 38 09 82  
poitou-limousin@eau-loire-bretagne.fr

#### Délégation Allier-Loire amont

19 allée des eaux et forêts  
Site de Marmilhat sud • CS 40039  
63370 LEMPDES  
Tél. : 04 73 17 07 10  
allier-loire-amont@eau-loire-bretagne.fr



Carte 1 - Le territoire de l'agence de l'eau Loire-Bretagne

## 4. Contexte

Au titre de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (dite « Directive cadre sur l'eau », DCE) et de la Directive 2007/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations (dite « Directive Inondation », DI), les États membres de l'Union européenne doivent élaborer des plans de gestion relatifs respectivement au bon état des eaux et à la réduction de l'exposition des territoires au risque d'inondation.

Au niveau français, ces plans de gestion sont principalement composés :

- pour la DCE, du Sdage, ainsi que de son programme de mesures et son programme de surveillance (voir les articles L. 212-1 à L. 212-2-3 et R. 212-1 à R. 212-25 du Code de l'environnement) ;
- pour la DI, du PGRI (voir les articles L. 566-1 à L. 566-13 et R. 566-1 à R. 566-18 du Code de l'environnement).

### 4.1. Sdage, programme de mesures et programme de surveillance du bassin Loire-Bretagne

#### 4.1.1. Mise en œuvre de la DCE sur le bassin Loire-Bretagne

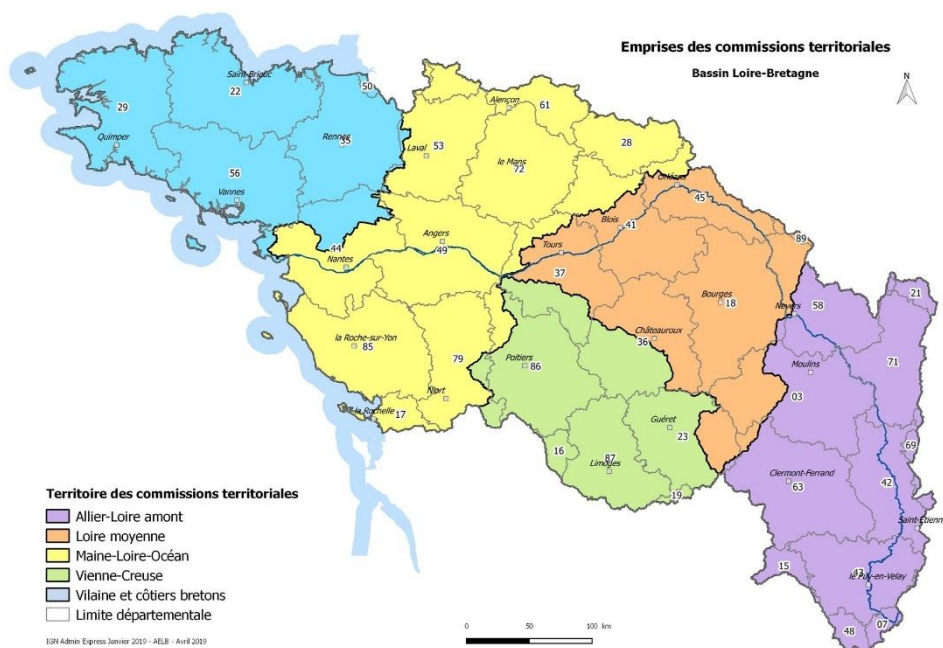
Le comité de bassin Loire-Bretagne assure le portage politique du Sdage. Il est « consulté sur l'opportunité des actions significatives d'intérêt commun au bassin ». Il se compose de 190 membres : 40 % représentant

des collectivités, 40 % représentant des usagers, et 20 % représentant l'État et ses établissements publics (voir article L. 213-8 du code de l'environnement).

Le comité de bassin organise la participation des acteurs et la consultation du public et des assemblées sur le Sdage qu'il adopte, il est consulté sur le projet de programme de mesures et le programme de surveillance qui accompagnent le Sdage, donne un avis sur les projets de Sage et donne un avis conforme sur les taux de redevances et sur le programme pluriannuel d'intervention de l'agence de l'eau.

Pour préparer ses travaux, le comité de bassin s'appuie sur des commissions :

- thématiques : « Planification » : élabore et suit le Sdage, « Littoral » et « Milieu naturel aquatique » « inondation plan Loire », « communication » (...) : consultées sur le Sdage.
- territoriales : Allier-Loire amont, Loire moyenne, Maine Loire Océan, Vilaine et côtiers bretons et Vienne et Creuse.



#### 4.1.2. Travaux préalables à l'élaboration du Sdage 2028-2033

##### 4.1.2.1. Contexte de mise à jour du Sdage 2028-2033

La finalisation du Sdage 2022-2027a mis en évidence, qu'au fil des trois cycles de la DCE (2010-2027) et donc de six rédactions, le document a perdu en lisibilité ce qu'il a gagné en contenu. La sécheresse de 2022, a accentué la prise de conscience des conséquences du dérèglement climatique et la demande de solutions.

Lors de sa séance de 2023, le comité de bassin a souhaité définir les trois principes de mise à jour du Sdage et de son programme de mesures.

1. **approfondir la prise en compte du dérèglement climatique**, dans tous les documents du cycle, en s'appuyant sur l'amélioration des connaissances à toutes les échelles : nationale (Explore 2), bassin (Loire-Bretagne 2050, HMUC Loire-Allier) et territoriale (HMUC, PTGE) ; en articulant le tout avec la stratégie d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique;
2. **favoriser l'appropriation et la mise en œuvre du Sdage et de son programme de mesures**. En rédigeant un Sdage plus court, plus lisible, à la stratégie explicite et avec un lien resserré avec les enjeux. En construisant un programme de mesures plus global, laissant une plus grande place à la déclinaison territoriale des mesures et en consultant les commissions locales de l'eau sur la stratégie, en parallèle de la consultation du public sur les enjeux ou questions importantes ;

**3. laisser aux territoires des Sage une plus grande souplesse dans la définition de certaines règles de gestion** (prise en compte des évolutions de la politique nationale des Sage, prise en compte des analyses HMUC).

Le Comité de Bassin Loire-Bretagne a également demandé une refonte de l'écriture du SDAGE en s'appuyant sur les principes suivants :

- construire les enjeux et les chapitres du Sdage sur un lien univoque : un chapitre par enjeu ;
- écrire un document plus court (éviter les paragraphes inutiles, les redondances...), plus lisible (accessible au plus grand nombre), présentant sa stratégie de façon explicite et claire.

Afin de faciliter pour l'ensemble des lecteurs l'appréciation des évolutions entre le Sdage 2022-2027 en vigueur et le Sdage 2028-2033 à venir, le Comité de Bassin a demandé la rédaction du Sdage 2022-2027 à fond constant, dans la nouvelle structure du Sdage à venir (issu de la structuration des enjeux) et selon les principes déjà évoqués.

Ces principes ont ainsi guidé les travaux d'écriture des enjeux (7 enjeux ont été identifiés, contre 4 au cycle précédent) ainsi que celui de réécriture du Sdage 2022-2027 (7 chapitres pour le Sdage 2028-2033 contre 14 chapitres pour le Sdage 2022-2027).

#### 4.1.2.2. Rappel du calendrier de travail du Sdage 2028-2033

Le comité de bassin a engagé en 2023 le processus de mise à jour du Sdage et de son programme de mesures, qui doivent être adoptés en fin d'année 2027 :

- il a défini le cadre de la mise à jour du Sdage et de son programme de mesures : les grands principes le 6 avril 2023 et déclinés en axes de travail, fait le 5 juin 2025,
- il doit adopter les enjeux (anciennement dénommées questions importantes du bassin), fait le 10 décembre 2025,
- il doit adopter l'état des lieux (diagnostics du bassin), fait le 10 décembre 2025.

Les projets de Sdage et de programme de mesures doivent être adoptés par le comité de bassin en juillet 2026 pour être ensuite soumis à une consultation du public et des assemblées à partir de novembre 2026.



#### 4.1.2.3. Les enjeux

Les enjeux du bassin sont identifiés deux ans avant l'adoption du Sdage pour éclairer le comité de bassin sur les orientations à donner à la révision du Sdage. Ces enjeux sont également soumis à l'avis du public et des assemblées. Les orientations fondamentales du bassin devront permettre de répondre à ces enjeux. Le comité de bassin a validé un principe de restructuration des documents fondamentaux du cycle de la DCE, que ce soit pour les enjeux ou pour le Sdage. L'objectif visé est de resserrer le lien entre la stratégie (contenu du Sdage) et les enjeux du bassin.

Le comité de bassin a décidé de construire les enjeux et les chapitres du Sdage sur un lien univoque : le Sdage sera constitué d'autant de chapitres qu'il y a d'enjeux, afin de montrer plus aisément la réponse stratégique (orientations, dispositions...) aux enjeux identifiés (cette identification des enjeux est principalement liée à la deuxième phase de l'étude prospective Loire-Bretagne 2050).

7 enjeux (contre 4 au cycle précédent) ont été identifiés :

1. La politique de l'eau à la hauteur des enjeux d'atténuation et d'adaptation au dérèglement climatique.

2. La connaissance et la communication au service de la prise de conscience pour éclairer les choix et accompagner les transitions.
3. Les politiques territoriales, porteuses des nécessaires solidarités entre les acteurs et les territoires autour de la gestion de l'eau.
4. La préservation et restauration des fonctionnalités des sols, des milieux aquatiques, des zones humides et du cycle naturel de l'eau.
5. La sobriété des usages, au cœur d'une gestion quantitative équilibrée, partagée et durable de l'eau.
6. Une eau de qualité, pour la santé des êtres vivants et des écosystèmes.
7. La préservation des estuaires et de la mer en conciliant les activités terrestres et marines.

Le projet de document des enjeux a été soumis à la consultation du public et des assemblées du 25 novembre 2024 au 25 mai 2025. Sur la base des avis recueillis, ce document est soumis, pour adoption, au comité de bassin (séance du 10 décembre 2025).

#### **4.1.2.4. L'état des lieux**

Conformément à l'article R. 212-3 du Code de l'environnement, l'état des lieux comporte :

- une analyse des caractéristiques du bassin, qui comprend notamment la présentation des masses d'eau du bassin et l'évaluation de leur état,
- une analyse des impacts des activités humaines sur l'état des eaux, qui inclut l'évaluation des pressions et la caractérisation du risque de non-atteinte des objectifs environnementaux à l'horizon 2033,
- une analyse économique de l'utilisation de l'eau, qui comporte notamment une description des activités utilisatrices de l'eau, une présentation des prix moyens et des modalités de tarification des services collectifs de distribution d'eau et d'irrigation et une évaluation du coût des utilisations de l'eau.

De septembre 2023 à décembre 2024, un travail technique a été mené pour caractériser l'état et les pressions/impacts sur les masses d'eau. Une concertation locale s'est ensuite déroulée de décembre 2024 à avril 2025. L'administration de bassin a privilégié une concertation importante des services locaux (DREAL, DDT, Misen) ainsi que des acteurs locaux (les Commissions locales de l'eau notamment) pour chacun des types de masses d'eau (nappes d'eau souterraines, cours d'eau, plans d'eau et eaux littorales). Il a plus particulièrement été demandé aux services de lever le « doute », pouvant exister pour la qualification du risque sur certaines masses d'eau.

Les méthodes et résultats provisoires sont présentés devant les instances de bassin depuis septembre 2025 jusqu'à décembre 2025. L'état des lieux doit être adopté par le comité de bassin au plus tard le 22 décembre 2025 (il est soumis au comité de bassin Loire-Bretagne du 10 décembre 2025).

#### **4.1.2.5. La révision du Sdage**

Le Comité de Bassin Loire-Bretagne a demandé une refonte de l'écriture du Sdage lors de sa séance du 6 avril 2023 en s'appuyant sur les principes suivants :

- Construire les enjeux et les chapitres du Sdage sur un lien univoque : un chapitre par enjeu ;
- Écrire un document plus court (éviter les paragraphes inutiles, les redondances...), plus lisible (accessible au plus grand nombre), présentant sa stratégie de façon explicite et claire.

En juin 2025 le comité de bassin a décliné ses 3 grands principes en 13 axes de travail.

Le comité de bassin a donné son mandat au secrétariat technique de bassin (STB) pour la révision du Sdage.

La révision du Sdage est en effet préparée par le STB. Il rassemble l'Agence de l'eau Loire-Bretagne (siège), L'Office Français de la Biodiversité (OFB) qui joue également un rôle de bassin (relais vers les autres délégations interrégionales) et au sein de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Centre Val de Loire, la délégation de bassin Loire-Bretagne.

Après l'identification des sept enjeux, et afin de faciliter pour l'ensemble des lecteurs l'appréciation des évolutions entre le Sdage 2022-2027 en vigueur et le Sdage 2028-2033 à venir, le Comité de Bassin a demandé la rédaction du Sdage 2022-2027 à fond constant, dans la nouvelle structure du Sdage à venir et selon les principes déjà évoqués (travail de restructuration du Sdage).



Cette étape de restructuration a été de redistribuer les 14 chapitres du Sdage 2022-2027 dans la nouvelle architecture des enjeux 2028-2033 et ainsi aboutir à 7 chapitres (correspondant aux 7 enjeux) tout en conservant la portée juridique du document.

C'est sur cette base de travail que le Sdage 2028-2033 a été mis à jour, en prenant en compte 3 grands principes et 13 axes de travail du comité de bassin.

#### **4.1.2.6. Le programme de mesure**

Lors du cycle précédent, les principales évolutions du programme de mesures portaient sur la définition et le dimensionnement du programme de mesures. L'enjeu principal était d'en faciliter la déclinaison locale, notamment pour l'échelle départementale par les PAOT (plan d'action opérationnel territorialisé), et le suivi à travers l'outil Osmose (Outil de Suivi des Mesures Opérationnelles Sur l'Eau, issues de la DCE), outil national de suivi des programmes de mesures et des PAOT.

Ainsi, le programme de mesures 2022-2027 intégrait pour la première fois sa stratégie de mise en œuvre à l'échelle du bassin (chapitre 2 – les priorités du bassin Loire-Bretagne) et à l'échelle des commissions territoriales (chapitre 4 – les mesures par commission territoriale).

Cette évolution est conservée pour le cycle 4 et a servi de support à la consultation préalable des commissions locales de l'eau (courant 1<sup>er</sup> semestre 2025) à l'élaboration du programme de mesures, telle qu'initée en 2019 à la demande du président du comité de bassin.

À contrario sur le détail des mesures, le programme de mesures 2022-2027 s'inscrivait dans la continuité des programmes antérieurs depuis 2010. Il comportait plus de 11 000 mesures, ce qui conduisait parfois à un excès de précision et se révélait difficilement gérable. Pour ce cycle, il a été proposé de réduire le nombre de mesures en travaillant sur leur précision et sur leur territoire d'application (l'objectif visé est de décliner localement les mesures « bassins » en actions concrètes).

#### **4.1.2.7. Le programme de surveillance**

Le programme de surveillance participe à l'évaluation continue du Sdage. Ce programme de surveillance permet de vérifier les progrès vers le bon état des eaux grâce au réseau de stations de mesures et ses protocoles d'analyse.

## **4.2. PGRI**

### **4.2.1. Mise en œuvre de la DI sur le bassin Loire-Bretagne**

La transposition en droit français de la Directive inondation confie la conduite de cette politique au préfet coordonnateur de bassin. L'objectif de réduction des conséquences négatives des inondations fixé par la directive inondation nécessite un portage politique adapté s'appuyant sur la stratégie nationale de gestion du risque d'inondation et sur une large association des parties prenantes.

Dans le bassin Loire-Bretagne, le Comité de bassin joue ce rôle. Avec ses instances, il est associé à tous les travaux liés à la mise en œuvre de la directive inondation : son avis est recueilli à chaque étape par le Préfet coordonnateur de bassin avant décision.

Pour préparer ses travaux, le comité de bassin s'appuie sur des commissions :

- thématiques : « Inondations, Plan Loire » élabore et suit le PGRI, « Littoral » consultée sur le PGRI.
- territoriales : Allier-Loire amont, Loire moyenne, Mayenne-Sarthe-Loir, Loire aval et côtiers vendéens, Vilaine et côtiers bretons et Vienne et Creuse.

L'élaboration du PGRI est conduite par la DREAL Centre-Val de Loire.

### **4.2.2. Travaux préalables à l'élaboration du PGRI 2028-2033**

L'élaboration du PGRI 2028-2033 a conduit à des travaux préalables avec l'identification des questions importantes auxquelles le PGRI devra répondre, l'actualisation de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI), l'identification des territoires à risques importants d'inondation et une synthèse des stratégies locales des gestion du risque d'inondation mises en place sur les territoires à risques importants.

Par ailleurs, la révision du PGRI fait l'objet d'une note du ministère de l'écologie qui recommande de privilégier la stabilité du document dans une logique de simplification de mise en œuvre de la directive inondation.

#### 4.2.2.1. Les questions importantes

Les questions importantes auxquelles le PGRI devra répondre ont fait l'objet d'une consultation du public et des assemblées pour en recueillir leurs observations. La synthèse des observations recueillies est en cours.

#### 4.2.2.2. L'évaluation préliminaire des risques inondation

L'actualisation de l'évaluation préliminaire des risques de 2011 a été arrêté par le préfet coordonnateur de bassin en novembre 2024 (<https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-preliminaire-du-risque-d-inondation-sur-a832.html>)

Elle témoigne de l'importante exposition du bassin Loire-Bretagne au risque d'inondation lié aux débordements de cours d'eau, aux submersions marines et aux ruissellements.

#### 4.2.2.3. L'identification des territoires à risques importants (TRI)

L'identification des territoires à risques importants d'inondations réalisée en 2012 a été révisée en novembre 2024. La liste des TRI du bassin Loire-Bretagne identifie 22 TRI, dans lesquels se concentrent fortement des enjeux exposés aux inondations (<https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/la-selection-des-territoires-a-risque-important-a1107.html>).

L'arrêté de novembre 2024 a élargi le [périmètre](#) du TRI du secteur Angers-Authion-Saumur.

En couvrant la moitié de la population et des emplois potentiellement exposés mis en évidence dans l'EPRI, cette liste de TRI s'inscrit dans les objectifs nationaux.

#### 4.2.2.4. La mise à jour de la cartographie de TRI

La mise à jour de la cartographie de TRI est en cours de réalisation. Le réexamen des cartes conduit à une mise à jour des cartes des enjeux exposés sur l'ensemble des TRI à partir des bases de données nationales.

Les nouvelles cartes sont en cours d'élaboration. Elles seront arrêtées à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

#### 4.2.2.5. Synthèse des stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI)

L'ensemble des TRI du territoire sont couverts par une SLGRI, sauf le territoire de Roanne, où la stratégie est en cours d'élaboration dans le cadre de l'élaboration. Un seul territoire (TRI du Mans) a demandé une révision de sa SLGRI.

Les préfets pilotes des SLGRI des 22 TRI ont été sollicités par la préfète coordinatrice de bassin afin d'établir un bilan de la mise en œuvre des SLGRI, en coordination avec les porteurs des SLGRI et des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI). La synthèse de ces bilans montrent que les SLGRI sont avant tout mises en œuvre au travers des PAPI, le portage étant le plus souvent assuré par le même acteur. Par ailleurs, concernant l'animation des SLGRI, la majorité d'entre elles s'appuient sur le comité de pilotage du PAPI.

### 4.3. Les évaluations environnementales du Sdage et du PGRI

A l'échelle du bassin Loire-Bretagne et d'ici fin 2027 :

- le Sdage, ainsi que son programme de mesures, doivent faire l'objet d'une révision sur la base d'une part des documents actuellement en vigueur pour le cycle 2022-2027, et d'autre part des améliorations jugées nécessaires;
- le PGRI doit faire l'objet d'une révision sur la base d'une part des documents actuellement en vigueur pour le cycle 2022-2027, et d'autre part des améliorations jugées nécessaires.

En application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement, ces deux plans de gestion sont soumis à une évaluation environnementale qui donne lieu à un rapport.

Le contenu de ce rapport est décrit à l'article R. 122-20 du même code.

Pour le Sdage, ce rapport tiendra compte des recommandations de l'avis de l'autorité environnementale du Sdage 2022-2027 (voir **annexe 2 : avis de l'autorité environnementale sur le Sdage 2022-2027**) et mettra en exergue en quoi le nouveau Sdage emporte des modifications par rapport au Sdage 2022-2027 (état initial).

Pour le PGRI : ce rapport tiendra compte des recommandations de l'avis de l'autorité environnementale du PGRI 2022-2027 (voir **annexe 5 : avis de l'autorité environnementale sur le PGRI 2022-2027**) et mettra en exergue en quoi le nouveau PGRI emporte des modifications par rapport au PGRI 2022-2027 (état initial).

Le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) constitue l'autorité environnementale indépendante qui sera consultée pour donner un avis sur l'évaluation environnementale des documents de planification et de gestion des eaux.

L'ensemble de la mission se déroule dans un calendrier contraint par l'avancement de l'élaboration des Sdage et PGRI et par les étapes de validation par les instances, de consultation de l'autorité environnementale, des assemblées et du public puis d'adoption et d'approbation.

## 5. Objet du marché

L'objet du marché est de réaliser

- une évaluation environnementale du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage), de son programme de mesures (PdM). Les avant-projets de Sdage et de PdM seront transmis dès la notification du marché. Attention, certains éléments du Sdage et du PdM (objectifs, détail des mesures, chiffrage du PdM) ne pourront être fournis que tardivement). Pour des raisons de fluidité rédactionnelle, lorsque le Sdage sera mentionné dans la suite du document cela signifiera systématiquement l'ensemble Sdage et PdM.
- et une évaluation environnementale du Plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) (l'avant-projet de PGRI sera transmis dès la notification du marché)
- et de rédiger un rapport environnemental pour chacun de ces documents (conformément aux articles L. 122-4, R 122-17 et R. 122-20 du code de l'environnement).

Cet exercice se réalise durant l'élaboration des Sdage et PGRI 2028-2033 du bassin Loire-Bretagne (soit courant du 1<sup>er</sup> semestre 2026). Réglementairement, cette évaluation doit accompagner les documents lors de la consultation du public et des assemblées prévues de fin novembre 2026 à fin mai 2027.

Pour satisfaire le calendrier d'élaboration des Sdage et PGRI, le prestataire doit être mobilisé entre février 2026 et juillet 2026 pour évaluer l'incidence environnementale des Sdage et PGRI et produire les deux rapports.

Le marché se décline en deux prestations :

- La 1<sup>ère</sup> prestation concerne l'évaluation environnementale et la rédaction du rapport environnemental du Sdage et de son PdM ;
- La 2<sup>ème</sup> prestation concerne l'évaluation environnementale et la rédaction du rapport environnemental du PGRI.

## 6. Description des deux prestations

Le marché se décline en 2 prestations :

- Prestation 1 : évaluation environnementale du Sdage, de son PdM et rédaction du rapport environnemental ;
- Prestation 2 : évaluation environnementale du PGRI et rédaction du rapport environnemental.

Pour chacune de ces deux prestations, **le contenu et la chronologie des parties des deux rapports sont identiques.**

Ces éléments sont décrits ci-après. Le livrable et le calendrier de travail diffèrent légèrement (voir parties 7 et 8 du marché).

### **Remarque importante pour l'exécution des deux lots :**

Il est nécessaire de missionner une personne en capacité de comprendre le Sdage et le PGRI. Le titulaire devra donc veiller tout au long de l'exécution du marché à confier les prestations aux personnes dont le profil et les expériences ont été présentées dans son offre. En cas de modification (suite à départ, absence...), le titulaire devra mettre à disposition une personne à profil équivalent et informée des conditions du marché. L'agence devra être informée préalablement de ces changements, afin de valider le nouvel intervenant et dans le respect des clauses du CCAP. L'agence de l'eau mettra à disposition du titulaire du marché des éléments d'information pour mieux s'approprier le sujet. Le responsable du projet à l'agence de l'eau pourra échanger si besoin avec la ou les personnes réalisant l'évaluation environnementale et le rapport environnemental.

Le I de l'article R. 122-20 du code de l'environnement dispose que « l'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autres documents de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée ».

Les évaluations environnementales du Sdage et du PGRI doivent être considérées comme des outils permettant d'intégrer l'ensemble des préoccupations environnementales le plus en amont possible dans l'élaboration de ces documents. La démarche, enrichie des avancées de la rédaction des Sdage et PGRI, peut se traduire par la production de versions intermédiaires des Sdage et PGRI.

En termes de rétroplanning, le Sdage et le PGRI doivent être approuvés avant la fin décembre 2027. Au moins un an avant d'être rendus opposables, ils sont soumis à la consultation des assemblées et du public avec le rapport environnemental et l'avis émis par l'autorité environnementale (le rapport remis, l'autorité environnementale dispose de 3 mois pour émettre son avis). Ces étapes préalables à l'approbation du Sdage et du PGRI conduisent à fixer la fin de l'élaboration des avants projets de Sdage et de PGRI pour décembre 2025. Charge ensuite aux instances du bassin Loire-Bretagne d'examiner les différents chapitres du Sdage afin de recueillir l'avis du comité de bassin sur ces documents à la session de juillet 2026. Ces étapes sont décrites dans les parties 6.2 et 6.3 dudit cahier des charges.

## **6.1. Description du contenu du rapport environnemental**

Le II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement définit également la structure du **rapport environnemental**, qui « rend compte de la démarche d'évaluation environnementale » mise en œuvre tout au long de l'élaboration du schéma. Cette structure est identique quel que soit le plan ou document évalué, c'est-à-dire qu'elle sera la même pour le Sdage et le PGRI.

Ce rapport environnemental comprend **un résumé non technique** des informations prévues du 1° au 9° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement (décrit ci-après). Ce résumé doit être facilement compréhensible par le public et les organismes consultés. Ainsi il est important que ce résumé soit pédagogique et synthétique. Il porte sur l'ensemble des volets du rapport d'évaluation environnementale. Il expose avec clarté les points clés. Il doit aider le public à s'approprier les documents, cerner les enjeux et comprendre la prise en compte de l'environnementale en fonction des enjeux. Ce résumé est autonome et rend compte des étapes et conclusions de l'évaluation environnementale des Sdage et PGRI.

Il est demandé au prestataire de reprendre le plan décrit ci-après, à la fois en termes de contenu et de chronologie.

### **6.1.1. Présentation générale**

*« Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale » (1° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).*

Cette partie, dont l'exhaustivité n'est pas visée, doit contenir :

- les principaux objectifs visés par le schéma et plan,
- les grandes lignes de son contenu,

- son articulation avec les autres plans et documents faisant également l'objet d'une évaluation environnementale, notamment :
  - les documents d'urbanisme, qui doivent être compatibles avec le Sdage et le PGRI (PLU, SCOT, cartes communales),
  - les schémas départementaux de carrières, les plans d'action pour le milieu marin (PAMM) et le document stratégique de façade (DSF).
  - pour le Sdage et le PGRI, les Sage qui ont vocation à décliner localement les objectifs et les préconisations du Sdage,
  - l'articulation entre les Sdage et le PGRI est exposée.

S'agissant plus particulièrement des projets de Sdage et son programme de mesures, la présentation générale consiste, sur la base des conclusions de l'état des lieux 2025 déjà réalisé, à résumer de façon concise les objectifs de préservation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des milieux aquatiques, les orientations du projet de Sdage et les stratégies retenues pour la mise en œuvre du programme de mesures à l'échelle du bassin et des commissions territoriales.

L'analyse de l'articulation avec d'autres plans et programmes nécessite dans un premier temps, de lister l'ensemble des plans et programmes susceptibles d'interagir avec le Sdage ou le PGRI, en partant par exemple du contenu de l'article R. 122-17 du code de l'environnement, et de ne conserver que ceux qu'il s'avère pertinent de retenir, en s'appuyant sur un bref argumentaire. Puis, pour ceux retenus, d'analyser comment chacun « s'articule » avec le projet de Sdage ou de PGRI, ce qui n'implique pas nécessairement la compatibilité juridique. Sous cette notion « d'articulation », est traitée la logique et la cohérence entre le projet de Sdage ou de PGRI et les plans/programmes pris en compte. Il convient de faire apparaître, autant que possible, des conclusions explicites pour les cohérences ou compatibilités analysées. Pour les plans et programmes qui ont déjà fait l'objet d'évaluations environnementales, elles peuvent constituer un élément utile pour la constitution des rapports environnementaux demandés dans la cadre de cette prestation.

### 6.1.2. Description de l'état initial

*« Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permettent, les zonages environnementaux existants sont identifiés » (2° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).*

Cette partie présente l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en soulignant les thématiques et les parties du bassin qu'elles concernent. Il constitue la base de l'évaluation environnementale.

Il distingue, parmi les thématiques ci-dessous, celles vis-à-vis desquelles le Sdage ou le PGRI a des effets significatifs et celles qui ne sont pas ou que très peu concernées :

- santé humaine,
- population,
- diversité biologique (faune et flore) : trame verte et bleue,
- sites Natura 2000,
- sols,
- qualité et quantité des eaux,
- qualité de l'air,
- bruit,
- énergie,
- climat,
- paysages,
- risques naturels et technologiques,
- patrimoine culturel, architectural et archéologique.



La première étape de l'état initial consiste à justifier la délimitation des aires d'études dont on note qu'elles peuvent varier en fonction des thématiques environnementales abordées. Il s'agit, au minimum, du périmètre du plan/programme concerné auquel sont ajoutés si besoin, les territoires couverts par des enjeux susceptibles d'interagir avec ce plan/programme.

La seconde correspond à la définition du niveau de précision requis pour les données collectées. Eu égard à l'objet des évaluations environnementales concernées, l'échelle retenue doit bien sûr être régionale, ce qui n'exclut pas qu'un certain nombre de données puissent être d'un niveau de précision bien supérieur. Ainsi en est-il de la majorité des données disponibles en téléchargement sur les systèmes d'information géographique de l'État et de l'agence de l'eau. Pour cette raison, l'ordonnancement des données de l'état initial doit être effectué dans le cadre d'un système d'information géographique établi à l'échelle des bassins concernés.

Il est important de repartir de l'évaluation environnementale des Sdage et PGRI 2022-2027 (voir **annexes 1, 2, 4 et 5**), de l'avis de l'autorité environnementale, ainsi que du bilan intermédiaire du PdM (voir **annexe 3**). Il conviendra également de s'appuyer sur l'état des lieux 2025 qui comprend une analyse des impacts des activités humaines sur l'état des eaux (cours d'eau, plans d'eau...). L'actualisation de l'état initial permet de vérifier l'impact réel de ces documents dans un champ environnemental large, pour éventuellement apporter des modifications dans les nouveaux documents révisés. L'état initial intègre notamment le calcul des indicateurs définis dans les modalités de suivi du rapport environnemental du Sdage. Pour le PGRI le calcul de ces indicateurs a été réalisé par la DREAL à la fin 2025, lorsque les données ont pu être rassemblées.

L'idéal est d'amorcer l'état initial par une analyse territoriale globale mettant notamment en exergue les atouts, faiblesses, pressions et menaces puis de développer la totalité des thématiques prévues par le code de l'environnement, en accordant une attention particulière à celles qui s'avèrent les plus pertinentes avec les objets des plans/programmes concernés. Cette sélection des thématiques doit être justifiée et peut s'inspirer des suggestions suivantes :

- niveau de précision élevé : eau, biodiversité, santé humaine (enjeux liés à l'eau), éléments de patrimoine ou de paysage liés à l'eau, risque naturels et technologiques en interaction avec des enjeux eau, énergie/émissions de gaz à effet de serre,
- niveau de précision moindre : autres enjeux paysagers et patrimoniaux, autres risques naturels et technologiques, autres enjeux santé humaine (qualité de l'air, nuisances acoustiques).

L'évaluation environnementale doit mettre en exergue les effets de la mise en œuvre des Sdage et PGRI. Il importe d'intégrer à l'état initial la prise en compte des **tendances d'évolution** qui permettent de définir un scénario habituellement nommé « fil de l'eau » avec lequel peuvent être comparés les divers scénarios éprouvés.

Une analyse de l'évolution de l'état initial de l'environnement depuis 2015 est également produite.

### 6.1.3. Solutions de substitutions

*« Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° » (3° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).*

Cette partie reprend de manière différenciée, les alternatives non retenues au cours de l'élaboration des Sdage et PGRI, en présentant leurs motivations, leurs intérêts et leurs inconvénients éventuels. Elle permet d'assurer une traçabilité pour le public des différentes étapes et formes d'association des acteurs qui ont conduit aux projets retenus.

Dans le détail, cette partie du rapport constitue pour le lecteur, une source d'informations quant à la méthode d'intégration environnementale utilisée pour l'élaboration des plans/programmes évalués. Au moins une partie des solutions alternatives évoquées doivent traduire l'effort de recherche d'évitement ou de réduction des éventuels effets négatifs identifiés.

La comparaison de l'ensemble des scénarios envisageables n'est pas réaliste ici. Il s'agit plus simplement d'identifier les autres manières d'atteindre les objectifs de ceux-ci. Les alternatives doivent être pragmatiques et entrer dans le champ de compétence de l'autorité concernée.

Au minimum, il s'agit de décrire les options qui, au cours du processus d'élaboration et de décision, ont été successivement examinées et écartées, notamment pour les avantages et inconvénients qu'elles présentent vis-à-vis des objectifs du schéma, de l'articulation avec d'autres plans/programmes, de l'état initial de l'environnement, de son évolution probable et des enjeux environnementaux de l'espace géographique.

A titre d'exemple, des modalités de gestion peuvent être antagonistes entre le PGRI et les programmes d'action pour le milieu marin concernant le trait de côte ou encore les ouvrages de protection (en rapport avec les zones humides).

#### **6.1.4. Exposé des motifs**

*« L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement » (4° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).*

Cette partie traite des motifs ayant conduit à retenir les options retenues dans le Sdage (bon état ou bon potentiel écologique, masses d'eau fortement modifiées et reports de délais ...), son PdM et dans le PGRI (réduction de la vulnérabilité des enjeux, aménagement du territoire, gestion de l'aléa...).

Ce volet du rapport est l'occasion de s'assurer de la cohérence des orientations des plans/ programmes concernés avec les engagements pris par la France au niveau international et avec les politiques portées par l'État au niveau national et départemental. Il est suggéré d'examiner successivement les dispositions des textes concernés (internationaux, européens ou nationaux) en vigueur, éventuellement déclinés à l'échelon local et vérifier que les mesures adoptées contribuent à leurs objectifs ou qu'elles ne sont pas en contradiction. Une attention particulière est apportée à la DCE et à la DI, dont les transpositions en droit français sont à l'origine de l'élaboration du projet de Sdage et de PGRI.

Cette partie permet aussi de vérifier la cohérence entre le Sdage et le PGRI et leur compatibilité réciproque avec la mise en œuvre de la directive-cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM).

#### **6.1.5. Exposé des incidences notables sur l'environnement**

*« L'exposé : a) Des incidences notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.*

*Les incidences notables probables sur l'environnement sont regardées en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces incidences. Elles prennent en compte les incidences cumulées du plan ou programme avec d'autres plans ou programmes connus ; » (a) du 5° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).*

Cette partie concerne seulement les thématiques retenues pour leur pertinence par rapport au projet de plan/programme.

L'analyse rappelle, les effets positifs à attendre sur la gestion de la ressource en eau et sur les milieux aquatiques. Elle évalue de façon qualitative a minima, et quantitative si les éléments sont aisément disponibles, les effets positifs et négatifs probables. L'analyse conduit in fine à établir un bilan sous la forme d'un tableau, à l'image de celui récapitulant les mesures d'intégration.

Il s'agit de préciser si la mise en place du plan/programme concerné a des effets bénéfiques, neutres ou négatifs sur les différents enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial comme pertinents, par rapport au scénario « fil de l'eau » et aux horizons temporels de mise en œuvre de ces plans/programmes.

En plus des thématiques de l'état initial, il est conseillé d'intégrer des développements pour les thèmes « connaissance environnementale » (du public, des élus, des usagers de l'eau, ...), « aménagement du territoire » et « gouvernance » comme des éléments à prendre en compte dans l'estimation des effets probables.

Pour chaque thématique environnementale analysée, le niveau de détail de cette analyse doit être cohérent avec celui qui résulte de la hiérarchisation retenue à l'occasion de l'établissement de l'état initial.

La production d'éléments quantitatifs peut s'avérer difficile ou disproportionnée vu l'objet du rapport environnemental. Dans ces cas, l'évaluation environnementale stratégique peut se réduire à une analyse qualitative. Pour d'autres, compte tenu de l'étendue de l'aire d'étude, la production d'éléments quantitatifs peut, le cas échéant, être extrapolée à partir d'analyses de zones « échantillon ».

Dans la mesure du possible, il est conseillé de bien faire apparaître :

- les effets cumulatifs notamment avec d'autres facteurs de pression et d'autres plans et programmes,
- la temporalité des impacts (court, moyen ou long terme),
- la durabilité et la réversibilité des impacts (temporaires, permanents, s'atténuant, s'accroissant,...),
- la localisation et l'étendue des impacts.

Concernant le programme de mesures, il ne s'agit pas d'examiner l'impact de chacune des mesures proposées, sachant que celui-ci dépendra de la manière dont elles seront déclinées localement. Il s'agit plutôt d'examiner les effets de la stratégie de mise en œuvre.

#### **6.1.6. Exposé des incidences Natura 2000**

« L'exposé : b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ; » (b) du 5° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).

L'article R. 414-23 du code de l'environnement (modifié par décret 2010-365 du 09/04/2010) précise le contenu de cette évaluation. Elle est proportionnée à l'importance du schéma et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire présents. Il ne s'agit pas d'étudier les incidences du Sdage et du PGRI sur chaque document d'objectifs, mais de s'assurer qu'ils ne portent pas globalement atteinte à l'état de conservation des sites Natura 2000 inscrits au registre des zones protégées. Les sites Natura 2000 inter bassin doivent être pris en compte.

Étant donné la nature environnementale des plans/programmes concernés par le présent document, ceux-ci doivent normalement être conçus pour qu'il ne puisse pas résulter d'effet significatif dommageable.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés (paragraphe II du R. 414-23), une analyse par type d'habitats et d'espèces humides et aquatiques d'intérêt communautaires doit être utilisée.

#### **6.1.7. Présentation successive des mesures prises**

Le 6° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement prévoit la présentation successive des mesures prises pour :

- « a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;
  - « b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a) ci-dessus n'ayant pu être évitées ;
  - « c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.
- « Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière ».

Les dispositifs de suivi prévus par le Sdage et le PGRI permettent d'évaluer leur efficacité vis-à-vis des politiques qu'ils portent. Le dispositif de suivi de l'évaluation environnementale est complémentaire à ceux spécifiques à chaque document. Il a pour objectif de vérifier les effets du Sdage et du PGRI sur les autres domaines de l'environnement durant leur mise en œuvre et doit permettre d'adapter les documents si les incidences ne sont pas conformes à celles attendues.

Pour le Sdage, le prestataire vérifiera si les indicateurs actuels du tableau de bord peuvent contribuer à mesurer son effet sur les compartiments environnementaux autres que l'eau.



### 6.1.8. Présentation des critères et indicateurs

Le 7° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement précise « La présentation des critères, indicateurs, modalités et échéances retenus :

« a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables au 5° [se reporter aux parties 6.5 et 6.6 du présent cahier des charges] et des mesures prises au titre du 6° [se reporter à la partie 6.7 du présent cahier des charges];

« b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées (...) »

Les dispositifs de suivi prévus par les Sdage et PGRI permettent d'évaluer leur efficacité vis-à-vis des politiques qu'ils portent. Le dispositif de suivi de l'évaluation environnementale est complémentaire à ceux spécifiques à chaque document. Il a pour objectif de vérifier les effets des Sdage et PGRI sur les autres domaines de l'environnement durant leur mise en œuvre et doit conduire à adapter les documents si les incidences ne sont pas conformes à celles attendues.

Les indicateurs définis au cycle précédent font l'objet d'une analyse critique pour savoir s'ils sont repris, améliorés, complétés (au regard du Pdm par exemple) voire abandonnés.

Si, pour certains enjeux, des difficultés sont mises en évidence pour utiliser un système de mesure pertinent de leur évolution, des critères sont définis pour déterminer des tendances fiables. Sa présentation inclut les modalités pratiques de suivi (source de données, fréquence et échéances d'actualisation, moyens nécessaires...).

### 6.1.9. Présentation des méthodes

« Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré » (8° du II de l'article R. 122-20 du code de l'environnement).

Les différentes méthodes utilisées sont expliquées ; les difficultés rencontrées, telles que la quantification des effets, sont abordées et les solutions apportées sont décrites.

La présentation des méthodes utilisées participe à la transparence de l'évaluation. Elle permet au public comme à l'autorité environnementale de juger de l'adéquation des moyens et compétences mis en œuvre pour conduire l'évaluation environnementale. Cette présentation évoque les difficultés rencontrées pour l'évaluation, la façon dont elles ont été surmontées, les choix opérés, les marges d'erreur probables et les incertitudes existantes.

## 6.2. Description du déroulé des deux prestations la prestation 1 (Sdage)

Le marché se décline en deux prestations, avec la réalisation d'une évaluation environnementale et la rédaction du rapport environnemental pour chacun des documents de planification Sdage, son PDM et PGRI.

Pour faciliter la réalisation de ces deux prestations, le titulaire doit suivre et s'approprier le contenu des débats lors de l'élaboration du Sdage, son PDM et du PGRI. Pour cela :

- il a accès aux versions électroniques des différents dossiers produits pour le comité de bassin et de ses instances ainsi qu'aux comptes rendus réalisés,
- il participe aux réunions des instances pour l'élaboration du Sdage (commission planification des 28 avril, 21 mai et 18 juin). Les comptes rendus des autres commissions (commissions inondation, milieux naturels, littoral...) et autres réunions des instances seront transmis au prestataire.

La participation aux commissions thématiques des instances de bassin et aux réunions du Copil (voir tableau de la partie 8) est inclus dans les prestations et dans le prix global forfaitaire.

### 6.2.1. Description du déroulé de la prestation 1 (Sdage)

**Le rapport environnemental** (dans sa version finale) du Sdage Loire-Bretagne, rédigé pour l'avis de l'autorité environnementale, puis soumis à la consultation officielle des assemblées et du public doit être finalisé pour **fin mai 2026**.

La prestation vise :

- La prise de connaissance de l'avant-projet de Sdage, son PdM (transmis à la notification du marché), et des différents documents nécessaires,
- La participation aux 4 réunions de travail de la commission planification de mars à juin 2026 (voir tableau de la partie 8.1). Cette participation pourra se réaliser en visioconférence. L'objectif est d'écouter les débats des membres des instances afin de s'imprégner du contexte Loire-Bretagne et contribuer à la construction du rapport.
- La réalisation du rapport environnemental du Sdage,
- La présentation du rapport environnemental devant les commissions planification de mai et de juin. Ces étapes permettent aux membres des instances de prendre connaissance du contenu du rapport. Ces présentations (d'une version provisoire et de la version définitive) sont réalisées par le prestataire.

	2026					
	février	mars	avril	mai	juin	juillet
		Copil 1 et 2	Copil 3	Copil 4	Copil 5	
Commission planification	10	19	28	21 ★	18 ★	
Commission Milieux naturels	11					
Commission Littoral	12					
Commission inondation Plan Loire		2				
Comité de bassin						2
★ présentation du BE		V0	V1 / V2	V3		

Le prestataire proposera une organisation pour répondre à ses délais contraints.

#### 6.2.2. Description du déroulé de la prestation 2 (PGRI)

**Le rapport environnemental** (dans sa version finale) du PGRI Loire-Bretagne, rédigé pour l'avis de l'autorité environnementale, puis soumis à la consultation officielle des assemblées et du public doit être finalisé pour **la mi-mai 2026**.

La prestation vise :

- La prise de connaissance de l'avant-projet de PGRI (transmis à la notification du marché), et des différents documents nécessaires,
- La participation aux différentes réunions de travail de mars à mai 2026 (voir tableau de la partie 8.1). Cette participation pourra se réaliser en visioconférence.
- La réalisation du rapport environnemental du PGRI,

Le prestataire proposera une organisation pour répondre à ses délais contraints.

## 7. LIVRABLES

### 7.1. Dispositions générales applicables aux deux prestations

#### 7.1.1. L'accessibilité

Les livrables sont destinés à être diffusés et consultés par un public divers. Il est nécessaire d'en assurer la meilleure accessibilité possible, notamment en veillant à **respecter les prescriptions du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA)**.

L'**annexe n°5** aide à la mise en place des règles d'accessibilité dans les documents (traitement de texte, diaporama...), il n'est cependant pas exhaustif.

#### 7.1.2. La communication et les documents à remettre

##### 7.1.2.1. Généralités

Le prestataire devra accorder une attention particulière à la rédaction des différents documents (lisible, clair, synthétique).

Les documents relatifs aux Sdage et PGRI doivent comporter le logo de l'agence de l'eau Loire-Bretagne et du préfet de bassin. Ces logos seront mis à disposition du titulaire par l'agence de l'eau et la DREAL de bassin.

Les documents doivent porter en 1ère de couverture le titre, l'(es) auteur(s) et la date de l'étude.

Les plans de grand format doivent être insérés dans une pochette plastique, elle-même insérée dans l'étude en version papier (pas de plan pouvant se désolidariser de l'étude).

Les documents seront accompagnés d'un résumé de 1 200 caractères.

##### 7.1.2.2. Format des documents

Le format des documents rendus devra être compatible avec les logiciels utilisés par le maître d'ouvrage, Pack office Microsoft 365 et QGis 3.34.7, projection RGF 93.

##### 7.1.2.3. La restitution finale

En fin de prestation, l'attributaire devra remettre au pouvoir adjudicateur l'ensemble de données structurées, simulations numériques, ainsi que tous les documents permettant leur exploitation.

Le prestataire devra transmettre en version informatique l'ensemble des données issues du présent marché, et comprendra à minima les éléments suivants :

- les données brutes, les bases de données et tableurs au format privilégié Excel, csv et pour les données géographiques, compatibles QGis avec communication des métadonnées. Pour information, les données seront intégrées dans une base de données PostgreSQL, PostGis ;
- l'ensemble des rapports définitifs en version .doc, .pdf et .ppt ;
- l'ensemble des présentations réalisées devant les instances du comité de bassin en ppt.

##### 7.1.2.4. La charte graphique

L'ensemble des documents devront être en cohérence avec les chartes graphiques de l'agence de l'eau transmises en début de prestation.

### 7.2. Prestation 1 - les livrables : rapport environnemental du Sdage

Le prestataire fournira :

- Une version provisoire de l'état initial de l'environnement,
- Des versions provisoires du rapport environnemental,
- La version définitive du rapport environnemental,
- Les supports de présentations réalisées en commission planification.

### 7.3. Prestation 2- les livrables : rapport environnemental du PGRI

Le prestataire fournira :

- Une version provisoire de l'état initial de l'environnement,
- Des versions provisoires du rapport environnemental,
- La version définitive du rapport environnemental,

## 8. CALENDRIER

Le Sdage et le PGRI doivent être approuvés avant la fin décembre 2027. Au moins un an avant d'être rendus opposables, ils sont soumis à la consultation des assemblées et du public avec le rapport environnemental et l'avis émis par l'autorité environnementale (le rapport remis, l'autorité environnementale dispose de 3 mois pour émettre son avis). Ces étapes préalables à l'approbation du Sdage et du PGRI conduisent à fixer la fin de l'élaboration des avants projets de Sdage et de PGRI pour décembre 2025. Charges ensuite aux instances du bassin Loire-Bretagne d'examiner les différents chapitres du Sdage afin de recueillir l'avis du comité de bassin sur ces documents à la session de juillet 2026.

### 8.1. Prestation 1 - le calendrier pour le Sdage

L'examen du projet de Sdage, par les instances du bassin Loire-Bretagne, se réalise de février à juillet 2026.

La réalisation du rapport environnemental se réalise dans un calendrier contraint, entre mars et juin 2026.

Les différentes étapes sont décrites dans le tableau ci-après.

Dates d'échéance et délai	Prestations
Dès la notification du marché	Transmission de l'avant-projet de Sdage et PdM par l'agence de l'eau
début mars 2026 (semaine 10, après la notification du marché)	Réunion de démarrage ( <b>Copil 1</b> ), en présentiel au siège de l'agence de l'eau : présentation par le prestataire de l'équipe, des méthodes de travail pour satisfaire aux exigences du calendrier et du contenu des rapports d'évaluation environnementale des Sdage et PGRI
19 mars 2026	Participation à la commission planification
24 mars 2026	Transmission de la <u>version 0</u> (provisoire) de l'état initial de l'environnement du rapport d'évaluation environnementale. Ce document fait l'objet d'une présentation au <b>Copil 2</b> de mars 2026
31 mars 2026	<b>Copil 2</b> : présentation de la <u>V0</u> de l'état initial de l'environnement
8 avril 2026	Transmission de la <u>V1</u> (provisoire) du rapport d'évaluation environnementale du Sdage, qui comprend l'ensemble des 9 paragraphes dans la partie 6.1 du présent CCTP. Ce document fait l'objet d'une présentation au <b>Copil 3</b> d'avril 2026
14 avril 2026	<b>Copil 3</b> : présentation de la <u>V1</u>
28 avril 2026	Participation à la commission planification
30 avril 2026	Transmission de la <u>V2</u> (provisoire) du rapport d'évaluation environnementale du Sdage. Ce document fait l'objet d'une présentation au <b>Copil 4</b> de mai 2026
7 mai 2026	<b>Copil 4</b> : présentation de la <u>V2</u> . Cette version du rapport sera présentée, par le prestataire, à la commission planification du 21 mai 2026
21 mai 2026	Participation à la commission planification et présentation par le prestataire de la V2 du rapport environnemental

28 mai 2026	Transmission de la <u>V3</u> (finale) du rapport d'évaluation environnementale du Sdage. Ce document fait l'objet d'une présentation au <u>Copil 5</u> de juin 2026
4 juin 2026	<b>Copil 5</b> : présentation de la <u>V3</u> . Cette version du rapport sera présentée, par le prestataire, à la commission planification du 18 juin 2026
18 juin 2026	Participation à la commission planification et présentation par le prestataire de la V3 du rapport environnemental. Ce rapport sera soumis au comité de bassin du 2 juillet, puis soumis à l'avis de l'autorité environnementale et à la consultation officielle des assemblées et du public (juillet 2026 à mai 2027).

L'autorité environnementale est sollicitée de juillet à octobre 2026. S'ensuit alors la consultation du public et des Assemblées de mi-novembre 2026 à mi-mai 2027.

## 8.2. Prestation 2 - le calendrier pour le PGRI

La réalisation du rapport environnemental se réalise dans un calendrier contraint, entre mars et mai 2026.

Les différentes étapes sont décrites dans le tableau ci-après.

Dates d'échéance et délai	Prestations
Dès la notification du marché	Transmission de l'avant-projet de PGRI par l'agence de l'eau
Début mars 2026 (semaine 10, après la notification du marché)	Copil 1 : Réunion de démarrage, en présentiel au siège de l'agence de l'eau Loire-Bretagne : présentation par le prestataire de l'équipe, des méthodes de travail pour satisfaire aux exigences du calendrier et du contenu des rapports d'évaluation environnementale des Sdage et PGRI
24 mars 2026	Transmission du projet d'état initial de l'environnement du rapport d'évaluation environnementale.
31 mars 2026	Copil 2 : présentation du projet d'état initial de l'environnement et échanges
14 avril 2026	Transmission de la <u>V1</u> (provisoire) du rapport d'évaluation environnementale du PGRI,
23 avril 2026	Copil 3 : présentation de la V1 du rapport et échanges
5 mai 2026	Transmission de la <u>V2</u> (provisoire) du rapport d'évaluation environnementale du PGRI
13 mai 2026	Copil 4 : présentation de la V2 du rapport et échanges
20 mai 2026	Transmission de la <u>V3</u> (final) du rapport d'évaluation environnementale du PGRI.

L'autorité environnementale est sollicitée de la mi-juin à septembre 2026. S'ensuit alors la consultation du public et des Assemblées de mi-novembre 2026 à mi-mai 2027.

## **9. PILOTAGE**

### **9.1. Généralités sur le pilotage des deux prestations**

La 1<sup>ère</sup> prestation est pilotée par la direction de l'évaluation et de la planification de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

La 2<sup>ème</sup> prestation est pilotée par le Département Risques Naturels, du Service Eau, Biodiversité, Risques Naturels et Loire (SEBRiNaL) de la Dreal de bassin Loire-Bretagne.

Il est demandé au titulaire de nommer un référent pour chacune des prestations (pour avoir un interlocuteur au moment de la notification du marché).

Au démarrage des prestations, l'agence indiquera aux titulaires la personne référente pilote pour la prestation au sein de l'agence de l'eau et pour celle au sein de la Dreal de bassin.

Une réunion de démarrage commune aux deux prestations sera organisée au siège de l'agence de l'eau. Les frais liés à la participation à cette réunion sont inclus dans la partie forfaitaire du prix de ce marché.

### **9.2. Prestation 1 – pilotage pour le Sdage**

Des réunions en visio-conférence et/ou des échanges téléphoniques et/ou des échanges mails seront régulièrement organisés pour faire le point sur les rendus (état initial, rapport, prise en compte des remarques de la commission planification). La fréquence de ces échanges sera variable selon les nécessités de réalisation des prestations (le prix de ces réunions est inclus dans le prix forfaitaire).

Cinq réunions en visio-conférence sont programmées pour échanger sur les versions provisoires de l'état initial du rapport environnemental du Sdage (voir partie 6.2 dudit cahier des charges), du rapport environnemental du Sdage et des versions présentées en commission planification. Le prix de ces réunions est compris dans le prix forfaitaire.

### **9.3. Prestation 2 - pilotage pour le PGRI**

Des réunions en visio-conférence et/ou des échanges téléphoniques et/ou des échanges mails seront régulièrement organisés pour faire le point sur les rendus (état initial, rapport). La fréquence de ces échanges sera variable selon les nécessités de réalisation des prestations (le prix de ces réunions est inclus le prix forfaitaire).

En plus de la réunion de lancement, trois réunions en visio-conférence sont programmées pour échanger sur les versions provisoires de l'état initial du rapport environnemental du PGRI (voir partie 6.2 dudit cahier des charges), du rapport environnemental du PGRI. Le prix de ces réunions est compris dans le prix forfaitaire.

## 10. ANNEXE 6 : ACCESSIBILITÉS DES LIVRABLES

De nombreux livrables sont destinés à être diffusés et consultés par un public divers. Il est nécessaire d'en assurer la meilleure accessibilité possible, notamment en veillant à **respecter les prescriptions du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA)** Cette accessibilité concerne les éléments suivants :

- les textes,
- les couleurs,
- les liens,
- les images,
- les vidéos,
- les tableaux.

### 10.1. Les textes

Les principales règles à observer sont les suivantes :

- ne pas justifier les textes,
- accentuer les majuscules,
- veiller aux abréviations (M. Dupond, la classe de 2<sup>de</sup>, le 3<sup>e</sup> point, le n°1 du secteur),
- utiliser des niveaux titres pour structurer le contenu,
- différencier listes à puces et listes numérotées.

### 10.2. Les couleurs

Les textes et les éléments graphiques qui véhiculent de l'information doivent être suffisamment contrastés pour garantir leur lisibilité.

Éléments	Contraste minimum requis
Textes (inférieur à 24px)	4.5
Textes grands (supérieur à 24px)	3
Éléments graphiques	3

Utiliser **Contrast finder** (outil en ligne) pour vérifier les contrastes entre les couleurs : <https://app.contrast-finder.org/>

La couleur ne doit pas être l'unique vecteur d'information.

Voir exemple ci-dessous sur des diagrammes :



La perception des couleurs est nécessaire pour pouvoir lire ce diagramme circulaire : l'information n'est pas accessible



L'information est véhiculée **uniquement par la couleur**



L'information est **accessible** aux personnes daltoniennes

### 10.3. Les liens

Les liens doivent être explicites. En consultant uniquement le libellé du lien, l'utilisateur doit être en mesure de comprendre quelle est la fonction du lien et sa destination.

Les intitulés de liens génériques tels que « Cliquez ici », « En savoir plus », « Lire la suite », « Voir la page », etc. sont donc à éviter.

Exemple :

Vous pouvez consulter le centre médical le plus proche de chez vous [ici](#) ou contacter les services spécialisés du GHU Paris [accessibles ici](#).



Les liens ne sont pas explicites

Vous pouvez [consulter le centre médical le plus proche de chez vous](#) ou [contacter les services spécialisés du CHU Paris](#).



Les liens sont explicites




Pour les liens de téléchargement, il est utile de fournir quelques informations complémentaires \* :

- le mot « Télécharger » ou « Téléchargement »,



- le titre du fichier,
- le format du fichier,
- le poids du fichier,
- la langue du fichier (si elle est différente de la langue de la page courante).

Exemple :

Nous mettons à votre disposition le rapport d'activité 2021 : disponible <a href="#">ici</a> .	
Nous mettons à votre disposition le <a href="#">rapport d'activité 2021 (PDF, 205 Ko)</a> .	
Il vous est possible de <a href="#">télécharger le rapport d'activité 2021 (PDF, 205 Ko)</a> .	

## 10.4. Les images

Prévoir une alternative textuelle ou texte de remplacement. C'est le texte qui s'affiche à l'écran lorsque l'image n'est pas chargée. C'est aussi le texte qui est restitué aux personnes naviguant à l'aide d'un lecteur d'écran.

C'est donc le moyen de fournir un niveau d'information équivalent à des personnes aveugles ou fortement malvoyantes.

Pour renseigner cette alternative textuelle, on se pose la question suivante : « Est-ce que quelqu'un qui n'aurait pas accès à cette image aurait le même niveau d'information que moi ? ».

Le texte de remplacement sera à renseigner différemment selon le contexte d'utilisation de l'image : l'image est-elle décorative, porteuse d'informations ou sert-elle de lien ?

Dans la plupart des cas, il n'est pas nécessaire de rédiger un **texte de remplacement**. Toutefois, cela devient **indispensable** :

- si l'image véhicule une information nécessaire à la compréhension du contenu,
- si l'image est cliquable (image-lien) et pointe vers une page ou un document.

L'alternative textuelle ne doit jamais contenir :

- une suite de mots-clés dans le but d'améliorer le référencement du site :
  - o Exemple : « eau, gestion quantitative, Sdage »
- le titre du document :
  - o Exemple : « image\_59.png »
- le titre du contenu si l'image n'est pas cliquable :
  - o Exemple : L'image ci-dessous n'est pas cliquable ; elle ne peut pas avoir pour alternative « Économie d'eau et entreprise – Retour d'expérience »



**Une image décorative** est une image qui n'apporte aucune information. L'alternative textuelle d'une image décorative doit rester vide : cela permet aux lecteurs d'écran d'ignorer l'image et de ne pas l'indiquer aux utilisateurs. Le champ « Texte alternatif » des images décoratives ne doit pas être rendu obligatoire.

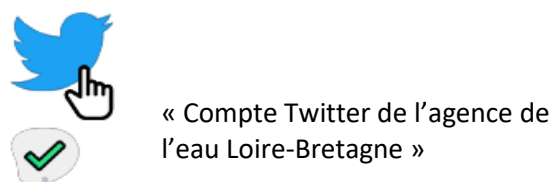
**Une image informative** est une image qui véhicule de l'information. C'est le cas notamment si :

- l'image contient du texte,
- l'image contient une information visuelle,
- l'image contient un schéma, un graphique (Cf. section suivante portant sur les images complexes).
- si le contenu adjacent fournit le même niveau d'information que l'image alors on peut considérer l'image comme décorative.

L'alternative textuelle des images informatives doit être renseignée :

- si l'image contient du texte incrusté : reporter l'intégralité des textes incrustés dans l'alternative textuelle,
- si l'image ne contient pas de texte incrusté : décrire la scène par une phrase maximum.

**Une image-lien** est un lien qui contient uniquement une image. Dans ce cas, l'alternative textuelle de l'image devient l'intitulé du lien. Il ne faut donc pas décrire l'image mais il faut remplir le champ « Texte alternatif » de manière que le lien soit explicite.



**Une image complexe** est une image qui contient un grand nombre d'informations.

Ce peut être un graphique, un diagramme, une infographie, un schéma, etc.

Si l'alternative textuelle ne tient pas en une phrase : il y a de grandes chances que vous soyez face à une image complexe.

Pour chaque image complexe, il faut fournir une description détaillée.

Renseigner l'alternative textuelle de l'image avec :

- le type de visuel : diagramme, infographie, schéma, etc.,
- un titre,
- une mention informant de la présence d'une description détaillée,
- exemple : « Schéma du cycle de la gestion de l'eau (cf. description détaillée ci-après) »,

Rédiger une description détaillée.

Exemple de description détaillée [S'organiser pour atteindre le bon état - Sdage et Sage - Agence de l'eau Loire-bretagne \(eau-loire-bretagne.fr\)](#)



#### Description de l'infographie

Juillet 2019

© Agence de l'eau Loire-Bretagne

L'état des lieux constitue, avec la définition des « questions importantes » (c'est-à-dire des grands enjeux de gestion de l'eau), la première étape de la préparation du Sdage et du programme de mesures.

La directive cadre sur l'eau (DCE) organise la gestion de l'eau selon des cycles de six ans.

Chaque cycle comporte :

- un « état des lieux » qui évalue la possibilité d'atteindre, au terme du Sdage, le bon état des eaux,
- une définition des « questions importantes » auxquelles le Sdage devra répondre,
- la construction d'un plan de gestion (en France, le Sdage) et d'un programme de mesures.

Pendant chaque cycle deux consultations du public sont organisées, l'une sur les questions importantes, l'autre sur le projet de Sdage.

L'objectif est d'atteindre le bon état des toutes les eaux avec un principe de non dégradation.

### 10.5. Les vidéos

Chaque vidéo doit disposer de sous-titres synchronisés. Au choix, les sous-titres peuvent être :

- masqués par défaut et mis à disposition des utilisateurs via une fonctionnalité du lecteur vidéo,
- incrustés dans la vidéo. Dans ce cas, il sera important de s'assurer que les sous-titres sont suffisamment contrastés.

Exemple : [S'adapter au changement climatique - Sdage et Sage - Agence de l'eau Loire-bretagne \(eau-loire-bretagne.fr\)](#)

## Plan d'adaptation au changement climatique



Film d'animation sur le plan d'adaptation au changement climatique. Le changement climatique a commencé et ses effets sont déjà visibles. Ensemble passons à l'action, adaptons nos pratiques, anticipons les effets du changement climatique.

[Transcription textuelle de la vidéo](#)

Mai 2018

© Diaphonics.fr - Agence de l'eau Loire-Bretagne

Film d'animation sur le plan d'adaptation au changement climatique. Le changement climatique a commencé et ses effets sont déjà visibles. Ensemble passons à l'action, adaptons nos pratiques, anticipons les effets du changement climatique.

[Transcription textuelle de la vidéo](#)

Mai 2018

© Diaphonics.fr - Agence de l'eau Loire-Bretagne

Le changement climatique a commencé et ses effets sont déjà visibles. L'eau vit dans un bassin et chaque bassin à ses propres caractéristiques. C'est pourquoi des solutions d'adaptation ou d'atténuation doivent être trouvées avec l'ensemble des acteurs du territoire de l'eau. Le comité de bassin propose un plan d'adaptation au changement climatique. Il s'agit d'adapter nos modes de vie et d'anticiper les effets du changement préservons la qualité des eaux limitons par exemple l'imperméabilisation des sols en permettant à l'eau de s'infiltrer aussi dans nos villes

[Musique]

Adaptons nos pratiques agricoles, préservons nos zones humides dans toutes nos décisions pensons à prendre en compte le changement climatique, ensemble passons à l'action, adaptons nos pratiques, anticipons des effets du changement climatique.

[Musique]

## 10.6. Les tableaux

L'insertion de tableaux est possible, mais ils ne doivent pas être insérés dans les documents comme une image car il sera impossible aux personnes utilisant un lecteur d'écran de le parcourir.

Afin de rendre l'information accessible pour les personnes naviguant à l'aide d'un lecteur d'écran, il convient de renseigner correctement :

- des en-têtes de colonnes qui doivent se trouver sur la première ligne,
- des en-têtes de lignes qui doivent se trouver dans la première colonne,
- le titre du tableau ne doit donc pas se situer dans la première ligne. Il faut insérer une légende (titre), en utilisant la fonctionnalité dédiée, ce qui permet de lui attribuer un numéro et de créer au besoin une liste des tableaux.
- on évite la fusion de cellule.